

Journée internationale des femmes

La riposte des femmes... s'organise !

par Jacques Désy

L'Intersyndicale des femmes a décidé de continuer la lutte initiée l'automne dernier contre le gouvernement Charest en désignant la journée internationale des femmes sous la bannière : *La riposte des femmes - Ensemble tout est possible!* Une journée qui démontrera le degré élevé de la grogne omniprésente chez les Québécoises envers les dirigeants politiques. L'Intersyndicale regroupe quelque 170 000 femmes de dix organisations syndicales, dont la **Centrale des syndicats démocratiques (CSD)**.

« *Il est de plus en plus pressant pour les femmes, et pour tout le monde d'ailleurs, de passer à l'action* », explique **Nathaly Castonguay**, coordonnatrice du **Comité de la condition féminine de la CSD**. « *Ensemble nous devons rappeler fermement au gouvernement qu'il a été élu pour représenter les intérêts de toute la population. Les femmes doivent également s'opposer avec vigueur à toutes les lois adoptées sous le bâillon, notamment celles qui enlèvent le droit à la syndicalisation (projets de lois 7 et 8) à des milliers de travailleuses des services de garde en milieu familial. Sans oublier les milliers de femmes et d'hommes agissant à titre de ressources intermédiaires et de type familial qui hébergent et donnent des soins à domicile à des adultes atteints de handicaps multiples à qui on enlève également ce droit à la syndicalisation.* »

Le 8 mars, donc, « *La riposte des femmes - Ensemble tout est possible!* » se traduira, entre autres, par une manifestation nationale qui conduira l'Intersyndicale vers le bureau du Premier ministre Charest pour lui adresser « *une série de revendications concrètes visant l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes.* »

Comme à chaque année, des centaines d'activités du 8 mars seront organisées dans l'ensemble des régions du Québec, sur une base locale, régionale ou nationale.

« *Le 8 mars, M. Charest, son gouvernement et le patronat, vont se rendre compte que la riposte des femmes est réelle, qu'on ne peut pas frapper impunément sur des groupes de travailleuses parmi les plus vulnérables. Oui, ensemble tout est possible!* », affirme **Nathaly Castonguay**, en



reprenant le thème de l'Intersyndicale.

La journée internationale des femmes prend une dimension particulière cette année alors que l'avenir du **Conseil du statut de la femme (CSF)** est en jeu. En effet, le 28 janvier dernier, les dirigeantes du CSF apprenaient de la bouche de la ministre responsable du dossier de la condition féminine au gouvernement, **Michelle Courchesne**, que l'avenir de l'organisme était à l'étude. L'annonce de la transformation possible du CSF en un Conseil de l'égalité, qui se pencherait éventuellement aussi bien sur la discrimination envers

les femmes qu'envers les hommes, les communautés culturelles ou les gais, a également indigné au plus haut point les représentantes de l'Intersyndicale des femmes.

« *Le CSF est un organisme para gouvernemental qui a toujours eu sa raison d'être et qui a plus que jamais sa place dans notre quotidien. La discrimination contre les femmes continue d'être très présente dans la société. Les revendications des femmes ne doivent pas être diluées parmi d'autres revendications, si légitimes soient-elles* », conclut **Donatella Chérubini**, responsable provinciale à la condition féminine pour la CSD.

Le Conseil du statut de la femme est un organisme de consultations et d'études qui veille, depuis 1973, à promouvoir et à défendre les droits et les intérêts des Québécoises. Depuis 30 ans, le CSF a participé aux grands débats publics, notamment en conseillant le gouvernement sur les lois du travail, le patrimoine familial, l'égalité entre les époux dans le mariage, la violence conjugale, la réforme de la santé et de l'éducation. Il a également sensibilisé la population à la publicité sexiste, les stéréotypes en éducation et la conciliation travail-famille. 